

Introduction

“Nous avons honte de cette partie de notre histoire mais c’est quand même notre histoire. Et elle est là, conservée dans nos archives nationales... Les archives sont cruciales pour nous permettre de rendre des comptes... Elles sont un puissant rempart contre les violations des droits de l’homme. Nous devons nous rappeler notre passé pour faire en sorte qu’il ne se répète pas.”

C’est par cette mise en garde que Mgr Desmond Tutu, l’ancien président de la Commission Vérité et Réconciliation d’Afrique du Sud, Prix Nobel de la Paix 1984, a conclu son intervention inaugurale à la 37^{ème} Conférence internationale de la Table Ronde des Archives (CITRA), qui s’est tenue au Cap du 21 au 25 octobre 2003. Le ministre sud-africain des arts et de la culture, le Dr Ben Ngubane, venait justement d’annoncer, en ouvrant la conférence, le transfert aux Archives nationales des dossiers de la Commission Vérité et Réconciliation.

50 ans après qu’ait été conçue l’idée d’une Table Ronde rassemblant les archivistes nationaux¹, la CITRA était organisée pour la seconde fois en Afrique². La “nation arc-en-ciel” apparaissait tout indiquée pour accueillir une conférence sur le thème *Archives et Droits de l’Homme*, en raison de la façon exemplaire dont elle a mené son processus de transition démocratique ; et la ville du Cap l’était en particulier, puisqu’elle avait été le siège de la Commission Vérité et Réconciliation.

Les propos passionnés de l’archevêque Desmond Tutu et la *standing ovation* - une première dans les annales de la CITRA - qui les a suivis, la présence à la cérémonie d’ouverture de l’ancien président du Botswana, Sir Ketumile Masire, et des dix ministres chargés des archives en Afrique australe et orientale, le message de Mary Robinson, l’engagement et l’émotion communicative des conférenciers, la chaleur de l’accueil des Africains du Sud, le chant du griot, la beauté du Cap, tout a concouru à faire de cette conférence un événement archivistique majeur et un moment inoubliable.

Les 168 participants, directeurs d’archives nationales et présidents d’associations professionnelles provenant de 70 pays, ont discuté du rôle fondamental des archives pour la protection des droits de l’homme. Les archivistes sont directement concernés par la question dans la mesure où les documents d’archives constituent des preuves qui servent à l’établissement des responsabilités, première étape du processus de reconstruction des identités individuelles et de réconciliation des sociétés.

Les deux premières séances de travail étaient articulées autour des types de sources qui permettent de documenter les violations des droits de l’homme - sources étatiques et intergouvernementales d’une part, sources internationales et non gouvernementales d’autre part - et de leurs différents usages, politiques, judiciaires, historiques et mémoriels. La troisième séance était consacrée à la préservation de la mémoire des sociétés traditionnelles africaines.

¹ Charles Braibant raconte dans sa préface aux actes des trois premières CITRA dans quelles circonstances l’idée de la CITRA naquit en 1953. La 1^{ère} CITRA a été organisée à Paris en 1954. Charles Braibant et Robert-Henri Bautier, *Une Table Ronde utile à l’histoire*, Paris, 1958.
² La CITRA s’était réunie en 1976 à Nairobi au Kenya.

Guy Braibant, le fils d'un des trois fondateurs de la CITRA, a commencé par donner le point de vue du juriste sur le rapprochement nécessaire de deux notions sans relation apparente : la notion d'archives et celle des droits de l'homme. Qu'il s'agisse des droits civils et politiques fondamentaux ou du droit plus récent à l'information, les archives jouent un rôle essentiel dans les sociétés contemporaines et sont un instrument précieux dans un Etat de droit.

L'effet boomerang des archives de la terreur est connu : entendons par là les sources produites par les régimes totalitaires et passées du service de la répression à celui de la démocratie. Archives des services de police et de renseignement, des forces armées, des camps de détention, les documents qui ont servi à l'oppression sont ceux-là mêmes qui vont prouver que les victimes ont subi sévices et spoliations, et leur permettre d'obtenir justice et réparation.

Antonio González Quintana était le mieux placé pour présenter le bilan des dix années écoulées depuis que la CITRA de Mexico avait recommandé, en 1993, de consacrer un rapport aux archives des services de sécurité des anciens régimes répressifs. Il a rappelé la genèse de l'étude de 1995 menée pour l'UNESCO et le CIA sous sa direction³. La mondialisation de la justice, avec la création de la Cour pénale internationale, a donné depuis à la question une dimension universelle, qui dépasse les limites territoriales des pays affectés. Des progrès certains ont été réalisés : le rapporteur spécial aux Nations Unies sur la lutte contre l'impunité, Louis Joinet, a ainsi proposé en 1997, à la Commission des droits de l'homme, un ensemble de *Principes pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité*⁴. Ces principes sont fondés sur des droits collectifs, comme le droit de savoir et ceux qui en découlent : le droit inaliénable à la vérité et le devoir de mémoire qui incombe à l'Etat, pour parer à toute tentative de révisionnisme. La nécessité de préserver et de rendre accessibles les archives permettant d'établir les violations fait partie des mesures préconisées par le rapport Joinet. Ces principes n'ont pas encore été soumis à l'approbation de l'assemblée générale de l'ONU, mais la jurisprudence internationale s'y est déjà référée à plusieurs reprises.

Antonio González Quintana a montré combien il est important de localiser et de conserver ces archives, ainsi que les sources alternatives qui peuvent pallier leur absence. La reconnaissance du rôle des professionnels dans ce domaine est essentielle à ses yeux.

Klaus Oldenhege a présenté ensuite sa pratique professionnelle du traitement des archives de l'Allemagne nazie et communiste, un pays qui a subi successivement deux régimes répressifs se réclamant d'idéologies opposées. Dans la mesure où ces régimes présentaient plus de parentés entre eux que de différences, l'expérience acquise lors du traitement des archives du premier a été largement bénéfique à celui du second ; elle a en effet permis la mise en place, dans une Allemagne réunifiée, d'un processus similaire, fondé sur le principe de la neutralité et de l'égalité de traitement. Fort de cette expérience unique, il estime que, pour la protection et le juste équilibre entre les droits des victimes et ceux des anciens oppresseurs, il est capital que ce soit l'archiviste, plutôt que l'homme politique, qui décide du sort des archives d'un régime répressif. Il conseille aux pays confrontés à ce type de situations, de confier ces archives aux institutions d'archives existantes plutôt qu'à des institutions spécifiques ad hoc.

³ Antonio González Quintana, "Les archives des services de sécurité des anciens régimes répressifs", *Janus*, 1999.1 et "Archives of the Security Services of Former Repressive Regimes", *Janus*, 1998.2.
⁴ Document des Nations Unies: E/CN.4/Sub.2/1997/20/Rev.1

La discussion a été vive sur ce point, car Antonio González Quintana, à la lumière de l'expérience espagnole, considérait qu'une institution spécialisée dispose de plus de ressources et est donc plus efficace. Outre la suspicion que peuvent inspirer, parfois à juste titre, les Archives institutionnelles, elles ne sont pas toujours dotées des moyens propres à faire face à l'afflux de demandes générées par ce type de documents. L'une des résolutions finales de la conférence a néanmoins recommandé aux pouvoirs publics de placer autant que possible ces fonds sous l'autorité des institutions d'archives publiques.

L'expérience ukrainienne, exposée par Hennadii Boriak, illustre très bien les difficultés pratiques et légales que rencontrent les archivistes dans la gestion des archives des services secrets et leur communication⁵. Face à des documents dont l'authenticité peut être douteuse, ils sont confrontés à des problèmes éthiques nouveaux.

Les tribunaux produisent et rassemblent, de par leur mission, nombre de documents qui concernent les violations des droits de l'homme. Conscients de la fonction des archives dans l'assistance du processus judiciaire et la poursuite des responsables, les instances dirigeantes du Tribunal pénal international du Rwanda ont donné à Tom Adami les moyens d'en assurer la gestion. Il a présenté les enjeux du traitement de l'information judiciaire et les difficultés rencontrées, dans un contexte de mondialisation de la justice pénale internationale. Un système innovant de gestion informatisée des archives a été mis en place, qui permet le classement et l'accès à distance de documents hétérogènes, du fait même de leurs sources, de leur localisation dans le monde et de leur support. C'est véritablement un nouveau champ de l'archivistique qui est en train de se développer.

Adama Dieng, le greffier du TPIR, a rappelé dans un message aux participants les investissements faits pour le service d'archives et annoncé les projets destinés à permettre aux professionnels des archives et de la justice d'autres pays africains d'en bénéficier, dans le cadre de la formation continue. Les archives du TPIR seront déposées, à l'expiration de son mandat, au siège des Nations Unies, mais les archives nationales africaines concernées en recevront copie.

Les démocraties bien établies ont aussi à balayer devant leur porte et Gabrielle Nishiguchi l'a montré de façon émouvante, en présentant plusieurs exemples de violations des droits des minorités chinoise, japonaise et ukrainienne, tirés de l'histoire du Canada au XXe siècle. Elle a encouragé les archivistes à choisir le camp des faibles et des oubliés de l'histoire, notamment dans la sélection des documents à conserver définitivement.

La question de l'accès aux archives a été soulevée au cours de la discussion : archives des anciens régimes coloniaux, comme la France avec l'Algérie (Abdelkrim Badjadja), archives de la Commission Vérité et Réconciliation d'Afrique du Sud (Ethel Kriger). La présidente de l'association des archivistes sud-africains a suggéré de donner à ces commissions un statut spécial sans réserve de communication. Elle a appelé les Archives nationales à faire un audit des archives de sécurité demeurant dans les administrations concernées et à revoir les dispositions appliquées en matière de sélection dans le domaine judiciaire. D'une façon générale, elle a invité les archivistes à promouvoir une culture des droits de l'homme dans la société, sans perdre de vue que, comme l'a dit Mbaye Thiam "nous ne sommes pas des procureurs ni des arbitres, nous sommes des archivistes."

⁵ Hennadii Boriak, qui était intervenu en 2002 à la CITRA de Marseille, avait accepté de préparer une intervention à présenter en cas de désistement d'un conférencier. Le bureau de la CITRA a décidé de la publier car elle s'inscrit parfaitement dans le cadre de la conférence.

La deuxième séance était consacrée aux sources émanant des organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales. Gloria Alberti et Patricia Tappatá de Valdez ont rappelé le contexte d'urgence dans lequel ont été constituées les archives des organisations de défense des droits de l'homme en Amérique latine, destinées à prouver les sévices subis par les victimes. Ces archives de la douleur forment des ensembles hétéroclites de documents et d'objets dont l'authenticité et le caractère font la force. Elles ont toutes deux insisté sur les dangers qui menacent ces collections et sur la nécessité de mettre en place un archivage professionnel pour les préserver.

Au Chili, l'action conjointe des Archives nationales et des organisations de défense des droits de l'homme a permis d'inscrire leurs archives au programme de l'UNESCO *Mémoire du Monde*. En Argentine, les huit ONG qui constituent *Memoria Abierta* ont mis en place un programme de traitement des documents qu'elles ont rassemblés et des sources complémentaires qu'elles ont créées, avec l'enregistrement des témoignages oraux des acteurs et des témoins. Depuis la CITRA du Cap, une institution spéciale a été créée à la fin de l'année 2003, l'*Archivo Nacional de la Memoria*. Distincte de l'*Archivo General de la Nación*, cette institution publique a pour objectif la sauvegarde, le traitement et la diffusion des archives publiques qui prouvent les violations des libertés fondamentales.

Les organisations internationales détiennent aussi des documents qui peuvent étayer la recherche de la vérité. Georges Willemin a ainsi montré dans quelles limites les archives du Comité International de la Croix Rouge peuvent contribuer au processus de reconstruction de l'identité individuelle des victimes d'un conflit armé et à celui de la reconstruction de la mémoire collective.

Alan Divack a présenté l'exemple d'une organisation internationale non gouvernementale, la Fondation Ford, dont les activités dans le domaine des droits de l'homme constituent le principal champ d'intervention. Deux programmes ont permis à l'association *Memorial* en Russie et à des réseaux d'ONG, en Amérique latine, de bénéficier d'un soutien pour la préservation de leurs archives, dont il a souligné la précarité. La Fondation aide aussi le *National Security Archive*, organisation non gouvernementale nord-américaine qui rend accessibles au public des documents gouvernementaux classifiés, en utilisant systématiquement la loi sur la liberté de l'information.

Bien des questions ont été discutées. Comment concilier la recherche de la vérité et le droit au respect de la vie privée? Le devoir de mémoire et le droit à l'oubli? Comment assurer la préservation de documents sensibles dont on peut toujours craindre la réutilisation? Comment soutenir les archivistes isolés qui défendent leur mission dans des circonstances difficiles et parfois dangereuses? Des questions professionnelles et éthiques si délicates ne pouvaient recevoir de réponse et certains ont souhaité revenir sur le sujet à l'avenir. Pour Patricia Valdez, l'état des archives d'un pays est le reflet de son degré de démocratie. La nécessité d'un travail de sensibilisation auprès des ONG a été reconnue pour les inciter à prendre en charge elles-mêmes leurs archives.

La troisième séance était consacrée à la mémoire des sociétés traditionnelles africaines. Elle a permis de prolonger les travaux de la pré-conférence de Pretoria sur l'histoire orale⁶. Idrissa Yanssambou a présenté les projets destinés à assurer la conservation des

⁶ Les résolutions de la pré-conférence tenue à Pretoria du 13 au 17 octobre 2003 sont accessibles en français et en anglais sur le site web du CIA à www.ica.org/cot

anciens manuscrits arabes et ajamis, actuellement conservés dans des conditions déplorable. La mémoire des populations nigériennes est également constituée par des sources orales qui font l'objet de programmes de collecte et de numérisation. Henri Bredekamp a rappelé que "la parole est un instrument politique puissant" et il a exposé le projet d'enregistrement de l'expérience des Griqua, peuple autochtone déplacé sous le régime de l'apartheid. Le Programme national d'histoire orale des Archives nationales d'Afrique du Sud vise à combler quelques-uns des vides qui résultent des politiques du régime colonial antérieur et de celui de l'apartheid. Graham Dominy, l'hôte de la conférence, a présenté le projet conjoint de l'Afrique du sud et du Mali, destiné à assurer la protection des manuscrits médiévaux de Tombouctou.

Mbaye Thiam a traité du droit à l'information en Afrique sub-saharienne à partir de l'exemple du Sénégal où le gouvernement a commencé à prendre des dispositions pour faciliter l'accès aux documents publics. Il a plaidé pour la mise en oeuvre d'une véritable politique d'accès à l'information qui soit accompagnée de l'implantation de programmes de gestion des documents administratifs dans les administrations. Il a souligné les bénéfices que celles-ci peuvent en retirer en termes de modernisation et de développement. A l'heure où l'on observe un phénomène d'ouverture démocratique en Afrique sub-saharienne, il a souhaité l'extension de ces mesures aux pays de l'Afrique francophone.

Les ministres responsables des archives dans les gouvernements des pays d'Afrique australe et orientale, réunis à l'occasion de la conférence, ont adopté une "Déclaration sur les archives en Afrique". Cette déclaration souligne l'importance du patrimoine documentaire africain et la nécessité pour l'Afrique de se doter des capacités nécessaires à assurer la conservation et la gestion des documents écrits et électroniques. Elle recommande à l'Union africaine d'établir dans le cadre du NEPAD⁷ un comité destiné à promouvoir la coopération archivistique en Afrique et un programme d'action en faveur des archives, "service essentiel à la démocratie", pour reprendre les termes du ministre sud-africain des arts et de la culture.

Les participants ont invité, dans leurs résolutions finales, les gouvernements africains à moderniser leurs administrations, en lançant un programme de gestion des documents administratifs, dans le respect des règles de la bonne gouvernance et de la transparence administrative. Ils ont rappelé l'importance fondamentale des archives - notamment au moment où les pays sont engagés dans un processus de transition démocratique - "comme fondement des droits des victimes à obtenir réparation, comme élément constitutif de la mémoire collective, comme instrument au service de la détermination des responsabilités dans la violation des droits et au service de la réconciliation et de la promotion d'une justice universelle."

Ils ont résolu de prolonger ces discussions par une série de projets destinés à sensibiliser l'opinion à la question. Il a été notamment décidé de faciliter l'utilisation des archives par les intéressés, en encourageant les pouvoirs publics à diffuser largement l'information sur leur existence. Les nombreuses sources d'archives publiques ou privées qui concernent l'histoire des atteintes aux droits de l'homme seront recensées dans un guide international élaboré sous l'égide du Conseil international des archives. Il a été suggéré de créer un prix "Archives et Droits de l'Homme" et d'organiser une exposition itinérante ou virtuelle sur ce thème.

⁷ Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique

Ces résolutions constituant un véritable programme de travail pour les années à venir, le Bureau de la CITRA en a encouragé le suivi et un groupe de travail spécifique a été mis en place pour assurer la coordination et la mise en œuvre de ces projets.

Le cycle triennal amorcé en 2001 à Reykjavik et poursuivi à Marseille en 2002 sur le thème *Archives et Société* s'est clos au Cap et l'importance vitale des archives pour les citoyens et les sociétés est apparue de façon manifeste. La CITRA du Cap n'est pas un aboutissement, elle est un point de départ, car de nombreuses questions restent encore à résoudre. Elle a suscité des attentes que l'on s'efforcera de ne pas décevoir et une dynamique évidente.

Le Cap de Bonne-Espérance porte bien son nom. Gardons l'esprit du Cap. Gardons le cap.

Perrine Canavaggio
Secrétaire de la CITRA

Einleitung

“Wir schämen uns für jenen Teil unserer Geschichte, aber er ist dennoch unsere Geschichte. Und sie ist überliefert in unserem Nationalarchiv... Die Archivalien verpflichten uns zur Verantwortung... Sie sind ein mächtiger Damm gegen Verletzungen der Menschenrechte. Wir müssen uns an unsere Vergangenheit erinnern, auf dass wir sie nicht wiederholen.”

Mit dieser Warnung formulierte Erzbischof Desmond Tutu, der ehemalige Präsident der südafrikanischen “Wahrheits- und Versöhnungskommission” (South African Truth and Reconciliation Commission) die Kernaussage seines Eröffnungsvortrages aus Anlass der 37. Table Ronde des Internationalen Archivrats (CITRA). Dr. Ben Ngubane, südafrikanischer Minister für Kunst und Kultur, hatte kurz vorher bei der Eröffnung der Konferenz die Übergabe der Akten dieser Kommission an das Nationalarchiv angekündigt.

50 Jahre nachdem die Idee eines Runden Tisches für die Leiter der nationalen Archivverwaltungen entwickelt worden war¹, wurde CITRA zum zweiten Mal in Afrika abgehalten². Die “Regenbogennation” erschien offensichtlich als erste Wahl für die Rolle eines Gastgebers bei einer Konferenz zum Thema “Archive und Menschenrechte” geeignet zu sein, denkt man an den beispielhaften Weg, auf dem sie den Übergang zur Demokratie bewältigt hatte; und insbesondere war Kapstadt der geeignete Tagungsort, weil es Sitz der Wahrheits- und Versöhnungskommission gewesen war.

Die zu Herzen gehenden Ausführungen von Erzbischof Tutu und die - zum ersten Mal in den Annalen der CITRA - am Ende der Rede dargebrachten stehenden Ovationen, die Anwesenheit sowohl des früheren Präsidenten Botswanas, Sir Ketumile Masire, als auch von zehn Ministern, die in süd- und ostafrikanischen Ländern für Archive verantwortlich sind, die Botschaft von Mary Robinson, die warmherzige Gastfreundschaft der Südafrikaner, der geistliche Gesang, die Schönheit Kapstadts, alles kam zusammen, um diese Konferenz zu einem archivgeschichtlichen Ereignis und zu einem unvergesslichen Erlebnis zu machen.

Die 168 Delegierten, Direktoren der Nationalarchive und Vorsitzende von Berufsverbänden, aus 70 verschiedenen Ländern erörterten die entscheidende Rolle von Archivgut beim Schutz der Menschenrechte. Archivarinnen und Archivare sind von diesem Problem unmittelbar betroffen, weil archivalische Unterlagen den erforderlichen Nachweis zur Ermittlung von Verantwortung und Verantwortlichen liefern, damit den ersten Schritt im Prozess der Wiederherstellung der individuellen Identität und der Versöhnung der Gesellschaft ermöglichen.

Die beiden ersten Arbeitssitzungen waren nach Überlieferungsgattungen gestaltet, will sagen, dass Verletzungen der Menschenrechte in staatlichem und zwischenstaatlichem Archivgut auf der einen und internationalen wie nichtamtlichen Quellen auf der anderen Seite dokumentiert werden können und dass die Nutzung von Archivalien höchst

¹ In seiner Einleitung zu der Niederschrift über die ersten drei CITRA-Konferenzen erinnerte Charles Braibant an die Umstände, unter denen die Idee einer CITRA im Jahre 1953 entwickelt wurde. Die erste CITRA fand 1954 in Paris statt. Charles Braibant und Robert-Henri Bautier, *Une Table Ronde utile à l'histoire*, Paris 1958

² Die CITRA wurde 1976 in Nairobi, der Hauptstadt Kenias, abgehalten.

unterschiedlichen politischen, rechtlichen, historischen und nicht zuletzt Zwecken der Erinnerung dient. Die dritte Sitzung war die Erhaltung des Gedächtnisses traditioneller gesellschaftlicher Gruppen in Afrika gewidmet.

Guy Braibant, Sohn eines der drei Gründungsväter der CITRA, leitete die Tagung mit einem rechtswissenschaftlichen Vortrag über die Notwendigkeit ein, zwei logisch offensichtlich nicht von vornherein zusammenhängende Vorstellungen miteinander in Einklang zu bringen: das Konzept der Archivierung und das Konzept der Menschenrechte. Ob es sich um Probleme der bürgerlichen Rechte oder des erst in jüngerer Zeit entwickelten Rechts auf Zugang zu Informationen handelt, Archive spielen in jedem Fall eine wesentliche Rolle in modernen Gesellschaften und sind ein wertvolles Werkzeug für jeden demokratischen Staat.

Die "Bumerangwirkung" der "Überlieferung" des Schreckens ist gut bekannt; diese Unterlagen entstanden unter totalitären Systemen, dienten der Unterdrückung und wurden in die Obhut einer Demokratie überführt. Solche Unterlagen der Polizei und der Dienste, des Militärs und der Haftlager sind es gerade, die zum Nachweis dafür genutzt werden können, dass die Opfer missbraucht und beraubt wurden und damit Anspruch auf Gerechtigkeit und Wiedergutmachung haben.

Antonio Gonzalez Quintana war bestens dafür geeignet, über die Entwicklung des Problems seit der CITRA 1993 in Mexiko-Stadt in einem Vortrag Bilanz zu ziehen, der sich mit dem Archivgut der politischen Polizei und der Sicherheitsdienste ehemaliger Gewaltherrschaften befasste. Er erinnerte an die Hintergründe, die zu der 1995 unter seiner Federführung abgeschlossenen Studie im Auftrag der UNESCO und des Internationalen Archivrats führten³. Seit dieser Zeit hat die Globalisierung der Justiz – förmlich durch die Errichtung des Internationalen Gerichtshofes – dem Problem eine weltweite Dimension gegeben, welche die Landesgrenzen der unmittelbar betroffenen Staaten überschreitet. Ein gewisser Fortschritt wurde erzielt; der UN-Sonderberichterstatter zur Bekämpfung von Straffreiheit, Louis Joinet, legte der Menschenrechtskommission einen Vorschlag für "Grundsätze zum Schutz und zur Förderung der Menschenrechte durch Bekämpfung der Straffreiheit"⁴ vor. Diese Grundsätze beruhen auf kollektiven Rechten wie dem Recht auf Information und den daraus abgeleiteten Rechten: das unveräußerliche Recht auf Wahrheit und die Pflicht zur Erinnerung, die in staatliche Verantwortung fällt, um jeden Versuch eines Revisionismus abzuwehren. Die Notwendigkeit der Sicherung von Archivgut und die Gewährleistung des Zugangs zu ihm, sofern und soweit es die Feststellung von Rechtsverletzungen ermöglicht, sind Teil der im Joinet-Bericht vorgeschlagenen Maßnahmen. Diese Grundsätze sind der Vollversammlung der Vereinten Nationen noch nicht zur Billigung vorgelegt worden, doch hat die Rechtsprechung international schon mehrfach von ihnen Gebrauch gemacht.

Antonio Gonzalez Quintana hat gezeigt, wie wichtig die Ermittlung und Sicherung dieses Archivguts einschließlich etwaiger Ersatzüberlieferungen im Falle von Vernichtung oder sonstigem Verlust der Primärüberlieferung ist. Aus seiner Sicht entscheidend ist die öffentliche Anerkennung der Rolle des ausgebildeten Archivars.

Klaus Oldenhage berichtete anschließend von seinen praktischen Erfahrungen bei der Verwaltung der Archive des NS-Regimes und der DDR. Deutschland litt nacheinander unter zwei Diktaturen auf gegensätzlicher ideologischer Grundlage. Da es mehr

³ Antonio González Quintana, Les archives des services de sécurité des anciens régimes répressifs, in: Janus 1999.1 and Archives of the Security Services of Former Repressive Regimes, in: Janus 1998.2.

⁴ E/CN.4/Sub.2/1997/20/Rev.1.

Ähnlichkeiten als Unterschiede im Vergleich beider Regime gab, waren die bei der Verwaltung des Archivguts der ersten Diktatur gewonnenen Erfahrungen sehr hilfreich bei der Archivierung der Unterlagen der zweiten. In der Tat konnten nach Vollzug der deutschen Einheit die früheren Erfahrungen die Anwendung vergleichbarer Verfahren ermöglichen, die auf den Grundsätzen der Vorurteilsfreiheit und der Gleichbehandlung beruhen. Auf Grund dieser einzigartigen Erfahrung konnte er guten Gewissens feststellen, wie entscheidend es zum Schutz der Rechte aller und zu einer sachgerechten Güterabwägung zwischen den Rechten der Opfer und ihrer ehemaligen Unterdrücker ist, dem Archivar und nicht dem Politiker die abschließende Bewertungsentscheidung auch bei Archivalien von Diktaturen anzuvertrauen. Er riet allen mit einer vergleichbaren Lage konfrontierten Ländern, derartige Unterlagen den bestehenden Archiven zu übergeben und nicht ad hoc Sonderarchive zu errichten.

Zu dieser Frage entbrannte eine lebhafte Diskussion. Im Lichte der spanischen Erfahrungen unterstrich Antonio Gonzalez Quintana, dass einem Sonderarchiv mehr Ressourcen zur Verfügung stünden und es daher effizienter arbeiten könne. Unabhängig von Verdächtigungen, die bei der Betrauung bestehender Einrichtungen – aus manchmal guten Gründen – entstehen könnten, hätten diese nicht immer die erforderlichen Mittel zur Bewältigung der gestellten besonderen Aufgaben. Dennoch lautet eine der am Ende der Tagung angenommenen Empfehlungen, auf die verantwortlichen öffentlichen Stellen mit dem Ziel Einfluss auszuüben, dieses Archivgut öffentlichen Archiven anzuvertrauen.

Die ukrainischen Erfahrungen, die von Hennadii Boriak vorgetragen wurden, verdeutlichen die praktischen und rechtlichen Schwierigkeiten nur zu gut, denen Archivare bei der Verwaltung und Benutzung von Archivgut der Geheimdienste⁵ ausgesetzt sind. Archivare sind mit neuen ethischen Problemen konfrontiert, wenn es um Materialien zweifelhafter Authentizität geht.

Gerichte erzeugen und sammeln in ihrer Verantwortung zahlreiche Dokumente mit Bezug auf die Verletzung von Menschenrechten. Im Bewusstsein der Rolle, die Registraturen und Archiven in Gerichtsverfahren und bei der Verfolgung Schuldiger zufallen kann, hat das Leitungsgremium des Internationalen Strafgerichtshofs für Ruanda (ICTR) Tom Adami die erforderlichen Mittel für deren Verwaltung bewilligt. Er umriss die großen Schwierigkeiten bei der Verwaltung rechtlich relevanter Informationen unter besonderer Berücksichtigung der Globalisierung des internationalen Strafrechts. Ein modernes elektronisches System der Informationsverwaltung ist in der Lage, auch Informationen an entlegener Stelle zu erfassen und viele Arten von Dokumenten unabhängig von deren Entstehung, Lagerung oder Überlieferungsträger zugänglich zu machen. Dies bedeutet ein neues Zeitalter in der Informationsverarbeitung.

In einer Botschaft an die Delegierten lenkte Adama Dieng, Registraturleiter der ICTR, die Aufmerksamkeit auf die Investitionen zu Gunsten der Informationsverarbeitung und kündigte Folgeprojekte mit dem Ziel an, Archiv- und Rechtsexperten in anderen afrikanischen Ländern im Rahmen eines Fortbildungsprogramms ebenfalls davon profitieren zu lassen. Die Unterlagen der ICTR sollen mit Ablauf ihres Mandats am Hauptsitz der VN hinterlegt und in Kopie den Nationalarchiven der betroffenen afrikanischen Staaten zur Verfügung gestellt werden.

⁵ Hennadii Boriak, der an der CITRA in Marseille im Jahre 2002 beteiligt war, hatte sich damit einverstanden erklärt, für den Fall einer Absage eines Konferenzsprechers einen Beitrag auch für 2003 vorzubereiten. Das Büro der CITRA hat entschieden, diesen Beitrag zu veröffentlichen, da er vorzüglich zum Gegenstand der Konferenz passt.

Auch gut funktionierende Demokratien müssen "ihr Haus in Ordnung halten", wie Gabrielle Nishiguchi in einer bewegenden Darstellung mehrerer Beispiele von Menschenrechtsverletzungen zu Lasten – chinesischer, japanischer und ukrainischer – Minderheiten im Laufe des 20. Jahrhunderts in Kanada schilderte. Sie rief Archivarinnen und Archivare dazu auf, sich vor allem bei Bewertungsentscheidungen der Geschichte vergessener oder benachteiligter Volksgruppen anzunehmen.

Fragen des Zugangs zu Archivgut wurden in der Diskussion z.B. über Kolonialakten im Verhältnis Frankreichs zu Algerien (Abdelkrim Badjadja) oder die Unterlagen der südafrikanischen Wahrheits- und Versöhnungskommission (Ethel Kriger) erörtert. Die Vorsitzende des südafrikanischen Archivarsverbandes schlug vor, den Akten der Kommission einen Sonderstatus zu verleihen, durch den ein uneingeschränkter Zugang ermöglicht werden soll. Sie rief die Nationalarchive zu der Erstellung einer Übersicht über die Bestände von Sicherheitsdiensten auf, die noch von diesen Stellen verwaltet würden, und forderte eine Überprüfung der Bewertungskriterien für einschlägige Justizakten.

Die zweite Sitzung widmete sich den Quellen internationaler und zwischenstaatlicher Organisationen. Gloria Alberti und Patricia Tappatá de Valdez erinnerten an die Zeitnot, in der die Archive lateinamerikanischer Menschenrechtsorganisationen mit dem Ziel aufgebaut werden mussten, die Leiden misshandelter Opfer nachzuweisen. Diese "Archive des Leidens" umfassen eine Mischung von Dokumenten und Gegenständen, deren Bedeutung in ihrer Echtheit und ihrem einzigartigen Charakter liegen. Beide Rednerinnen wiesen auf die Gefahren hin, denen diese Sammlungen ausgesetzt sind, und unterstrichen die Notwendigkeit der Einführung archivfachlicher Methoden, um sie auf Dauer zu sichern.

In Chile führte eine gemeinsame Aktion des Nationalarchivs und der Menschenrechtsorganisationen zu der Eintragung der einschlägigen Archivalien in das UNESCO- Programm Memoria Mundi. In Argentinien haben die acht Nichtregierungsorganisationen (NGOs), welche die Memoria Abierta bilden, ein Programm für die Verwaltung der gesammelten Dokumente und der von ihnen angelegten Sekundärquellen entwickelt, mit dem die Aufzeichnung mündlicher Zeugnisse von Betroffenen und Zeugen verbunden ist. (Nach der CITRA-Sitzung in Kapstadt wurde Ende 2003 eine Spezialeinrichtung geschaffen, das Archivo Nacional de la Memoria. Es ist nicht Bestandteil des Archivo General de la Nación und dient als Einrichtung des öffentlichen Rechts der Sicherung, Verwaltung und Nutzung solchen öffentlichen Archivguts, dass für die Verletzung von Grundrechten aussagefähig ist).

Internationale Organisationen verfügen ebenfalls über Unterlagen, welche die Suche nach der Wahrheit unterstützen können. In diesem Zusammenhang zeigte Georges Willemin das Ausmaß, in dem das Archivgut des Internationalen Ausschusses vom Roten Kreuz zum Prozess der Wiederherstellung der Identität einzelner Opfer von bewaffneten Konflikten ebenso beitragen kann wie zur Sicherung des kollektiven Gedächtnisses.

Alan Divack sprach über eine internationale, private Organisation: die Ford-Stiftung. Aktivitäten auf dem Gebiet der Menschenrechte bilden den Hauptgegenstand ihrer Arbeit. Zwei ihrer Projekte, bei denen mit einer "Erinnerungsvereinigung" in Moskau und mit privaten Menschenrechtsorganisationen in Lateinamerika zusammengearbeitet wurde, haben zu einer Unterstützung der Erhaltung einschlägigen Archivguts geführt, dessen Erhaltungszustand - wie Divack unterstrich - gefährdet ist. Die Stiftung unterstützt auch das "National Security Archives", eine US-amerikanische NGO, die durch die systematische Nutzung der Informationsfreiheitsgesetzgebung den Zugang zu Verschlussachen ermöglicht.

Vielfältige Fragen wurden diskutiert. Wie kann die Suche nach der Wahrheit und die Achtung der individuellen Privatsphäre in Übereinstimmung gebracht werden. Wie steht es um das Recht auf Erinnerung in Verbindung zu dem Recht auf Vergessen? Wie kann die Sicherung sensibler Unterlagen gewährleistet werden, wenn Angst aufkommen könnte, sie würden wieder missbräuchlich benutzt? Dies sind fachliche und ethische Fragen von solcher Sensibilität, dass es keine allgemeinen Antworten gibt, so dass manche Delegierten den Wunsch äußerten, auf diese Themen in naher Zukunft zurückzukommen. Aus der Sicht von Patricia Valdez ist der Zustand der Archive eines Landes ein Spiegel für dessen demokratische Stabilität. Die Notwendigkeit, die NGOs auf die Archivprobleme aufmerksam zu machen, wurde als Weg angesehen, sie zu einer sachgerechten Pflege des Archivguts zu ermuntern.

Die dritte Sitzung widmete sich dem Gedächtnis traditioneller afrikanischer Gruppen und Personenverbände. Auf diese Weise konnte die Vorkonferenz, die in Pretoria über oral history abgehalten worden war, gleichsam verlängert werden. Idrissa Yansambou legte Rechenschaft ab über die Projekte, die sich die Erhaltung der antiken Dokumente auf arabisch und ajami s widmen, die gegenwärtig unter beklagenswerten Bedingungen verwahrt werden. Das Gedächtnis der Völker Nigerias wird mit Hilfe von mündlichen Zeugnissen aufgebaut, die gesammelt und digitalisiert werden. Henri Bredekamp erinnerte die Delegierten daran, dass „Worte mächtige politische Waffen“ sind, und beschrieb ein Projekt zur Sicherung der Erfahrungen des autochthonen Griqua-Volkes, das während des Apartheid-Regimes vertrieben wurde. Das Oral History-Project des Südafrikanischen Nationalarchivs möchte einige der Lücken füllen, die sich aus der Politik sowohl der früheren Kolonialherrschaft als auch des Apartheid-Regimes ergaben. Graham Dominy, der Gastgeber der Konferenz, beschrieb ein gemeinsames Projekt Südafrikas und Malis zur Sicherung der mittelalterlichen Handschriften von Timbuktu.

Mbaye Thiam behandelte Informationsrechtsfragen in Afrika südlich der Sahara am Beispiel des Senegal. Hier hat die Regierung die ersten Schritte eingeleitet, um den Zugang zu offiziellen Dokumenten zu erleichtern. Er plädierte für die Entwicklung einer tatkräftigen Politik zur Verbesserung des Informationszuganges, die von der Einführung von Schriftgutverwaltungsprogrammen in den Ministerien begleitet werden solle. Er unterstrich die Vorteile, die solche Programme bei der Modernisierung und Entwicklung mit sich brächten. In einer Zeit, in der sich Demokratie in Afrika südlich der Sahara entwickle, sei es das Ziel, solche Maßnahmen auf das gesamte frankophone Afrika auszudehnen.

Die für die Archive in den Ländern des südlichen und östlichen Afrika verantwortlichen Minister kamen zu einer Konferenz zusammen und verabschiedeten eine Erklärung „Archive in Afrika“. Diese Erklärung unterstreicht die Bedeutung des afrikanischen archivalischen Erbes und die damit verbundene Notwendigkeit, in Afrika die erforderlichen Ressourcen zur Sicherung und Verwaltung der schriftlichen, mündlichen und elektronischen Überlieferungen bereitzustellen. Sie empfiehlt der afrikanischen Union, im Rahmen der NEPAD-Partnerschaft⁷ einen Lenkungsausschuss zu errichten, der eine Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Archivwesens in Afrika in Verbindung mit einem fachlichen Förderungsprogramm ermöglichen soll, „ein bedeutsamer Dienst für die Demokratie“, um es mit den Worten des südafrikanischen Ministers für Kunst und Kultur zu sagen.

In ihren Schlussempfehlungen riefen die Delegierten die afrikanischen Regierungen

⁶ Die Empfehlungen der Vorkonferenz, die vom 13. bis 17. Oktober 2003 in Pretoria abgehalten wurde, sind auf französisch und englisch auf der Homepage des Internationalen Archivrats zugänglich www.ica.org/cot

⁷ New Partnership for African Development.

dazu auf, ihre Verwaltung nach den Grundsätzen der good governance und der Transparenz durch die Einführung von Informationsverarbeitungsprogrammen zu modernisieren. Sie unterstrichen die grundsätzliche Bedeutung archivalischer Überlieferung - gerade in einer Zeit des Übergangs zur Demokratie - als Nachweismöglichkeit zur Unterstützung der Rechte der Opfer auf Wiedergutmachung, als ein wesentliches Element des kollektiven Gedächtnisses, als ein Mittel zur Feststellung der Verantwortung für Rechtsverletzungen und als Grundlage für Versöhnung und allgemeiner Rechtssicherheit.

Sie beschlossen, die Diskussionen in einer ganzen Serie von Projekten zur Förderung des öffentlichen Bewusstseins für diese Fragen fortzusetzen. Insbesondere stimmte man darin überein, den Zugang zu Archivgut zu erleichtern und die öffentliche Hand zu ermuntern, Informationen über das Vorhandensein von Archivalien stärker zu verbreiten. Die zahlreichen Quellen sowohl in öffentlichen als auch in privaten Archiven, die zur Geschichte der Verletzung von Menschenrechten aussagekräftig sind, sollen in einer internationalen Beständeübersicht zusammengefasst werden, die in der Verantwortung des Internationalen Archivrats zu erarbeiten sein wird. Die Auslobung eines Preises „Archive und Menschenrechte“ wurde ebenso vorgeschlagen wie die Erarbeitung einer an mehreren Orten zu zeigenden oder einer virtuellen Ausstellung.

Diese Resolutionen führten zu einem aufwändigen Arbeitsprogramm für die Zukunft. Das Büro der CITRA rät zu dessen Umsetzung; eine besondere Arbeitsgruppe wurde für die Koordinierung und Durchführung der Projekte gebildet.

Das Dreijahresprogramm „Archive und Gesellschaft“ begann 2001 in Reykjavik, wurde 2002 in Marseille fortgesetzt und endete in Kapstadt. Die entscheidende Bedeutung der Archive für Bürger und Gesellschaft konnte sehr klar gemacht werden. Die CITRA in Kapstadt bietet kein Ergebnis - sie ist lediglich der Beginn einer Reise, weil zahllose Fragen offen geblieben sind. Die Konferenz erzeugte Erwartungen, die hoffentlich nicht enttäuscht werden, und eine großartige Aufbruchstimmung.

Das Kap der Guten Hoffnung macht seinem Namen alle Ehre. Erhalten wir uns seinen Geist.

Perrine Canavaggio
Sekretärin der CITRA

Introducción

“Sentimos vergüenza de esta parte de nuestra historia, pero no deja de ser nuestra historia. Está ahí, conservada entre nuestros Archivos Nacionales; los archivos son cruciales para que podamos rendir cuentas....., son un baluarte considerable contra las violaciones de derechos humanos. Debemos recordar nuestro pasado para conseguir que no se repita”.

Con esta advertencia del Arzobispo Desmond Tutu, anterior presidente de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación en Sudáfrica y Premio Nóbel de la Paz en 1984, concluyó su intervención inaugural de la XXXVII Conferencia Internacional de la Mesa Redonda de Archivos (CITRA), que tuvo lugar en Ciudad del Cabo del 21 al 25 de octubre de 2003. El Ministro sudafricano de las Artes y de la Cultura, Dr. Ben Ngumane, en el momento de inaugurar la conferencia, acababa justamente de anunciar la transferencia a los Archivos Nacionales de los expedientes de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación.

Cincuenta años después de que fuera concebida la idea de una Mesa Redonda que reuniera a los archiveros nacionales¹, se organizaba por segunda vez una CITRA en África². La “Nación Arco Iris” parecía muy apropiada para acoger una conferencia sobre el tema *Archivos y Derechos Humanos*, debido a la forma ejemplar en que había llevado su proceso de transición democrática; y Ciudad del Cabo lo era en particular, ya que había sido la sede de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación.

Los comentarios apasionados del Arzobispo Desmond Tutu, la ovación en pie que recibió - la primera en los anales de la CITRA -, la presencia en la ceremonia de apertura del anterior Presidente de Botswana, Sir Ketumile Masire, y de diez ministros competentes en archivos en África austral y oriental, el mensaje de Mary Robinson, el compromiso y la emoción comunicativa de los conferenciantes, la cálida acogida de los sudafricanos, el canto del hechicero, y la belleza de Ciudad del Cabo, todo ha contribuido a hacer de esta conferencia un gran acontecimiento archivístico y un momento inolvidable.

Los 168 participantes, directores de Archivos Nacionales y presidentes de asociaciones profesionales procedentes de 70 países, han debatido sobre el papel fundamental de los archiveros en la protección de los derechos humanos. Los archiveros están directamente implicados en esta cuestión, en la medida en que los documentos de archivo constituyen las pruebas que sirven para el establecimiento de responsabilidades, primera etapa del proceso de reconstrucción de las identidades individuales y de la reconciliación de las sociedades.

Las dos primeras sesiones de trabajo estuvieron articuladas en torno a los tipos de fuentes que permiten documentar las violaciones de los derechos humanos - nacionales e intergubernamentales por una parte, internacionales y no gubernamentales por otra -, y sus diferentes usos, políticos, judiciales, históricos y testimoniales. La tercera sesión estuvo consagrada a la conservación de la memoria de las sociedades tradicionales africanas.

¹ Charles Braibant narra en su prefacio de las actas de las tres primeras CITRAS en qué circunstancias nació en 1953 la idea de la CITRA. La primera fue organizada en París en 1954. Charles Braibant y Robert-Henri Bautier, *Una Mesa Redonda útil para la historia*, París, 1958.

² La CITRA se reunió en 1976 en Nairobi, Kenia.

Guy Braibant, el hijo de uno de los tres fundadores de la CITRA, comenzó por dar el punto de vista del jurista sobre la necesaria unión de dos nociones sin relación aparente: la noción de archivos y la de derechos humanos. Trátense de derechos civiles y políticos fundamentales o del más reciente derecho a la información, los archivos juegan un papel esencial en las sociedades contemporáneas y son un instrumento precioso para el Estado de Derecho.

El efecto boomerang de los *archivos del terror* es conocido: entendemos por este concepto las fuentes producidas por los regímenes totalitarios que han pasado del servicio a la represión al servicio a la democracia. Los archivos de los servicios policiales y de información, de las fuerzas armadas y de los campos de detenidos, contienen los documentos que han servido para la opresión, pero son los que también van a demostrar que las víctimas han sufrido vejaciones y expropiaciones, y que les van a permitir obtener justicia y reparación.

Antonio González Quintana estaba en la mejor posición para presentar el balance de los diez años transcurridos después de que la CITRA de Méjico, en 1993, recomendara dedicar un informe a los archivos de los servicios de seguridad de los antiguos regímenes represivos. Recordó la génesis del estudio llevado a cabo por la UNESCO y el CIA en 1995 bajo su dirección³. La mundialización de la justicia, con la creación de la Corte Penal Internacional, ha proporcionado posteriormente a esta cuestión una dimensión universal que traspasa los límites territoriales de los países afectados. Se han realizado claros progresos: en 1997 el relator especial en Naciones Unidas sobre la lucha contra la impunidad, Louis Joinet, propuso a la Comisión de Derechos Humanos un conjunto de *Principios para la protección y la promoción de los derechos humanos para la lucha contra la impunidad*⁴. Estos principios se fundamentan en los derechos colectivos, como el "derecho a saber" y los que de él se derivan: el derecho inalienable a la verdad y el deber de recordar, que incumbe al Estado para parar cualquier tentativa de revisionismo. La necesidad de conservar y de hacer accesibles los archivos que permiten conocer las violaciones, forman parte de las medidas preconizadas por el informe Joinet. Estos principios no han sido todavía sometidos a la aprobación de la Asamblea General de la ONU, pero el sistema judicial internacional sí los ha utilizado en diversas ocasiones.

González Quintana demostró cuán importante es identificar y conservar estos archivos cualesquiera que sean las fuentes documentales alternativas que puedan paliar su ausencia. El reconocimiento del papel de los profesionales en este campo es, a su parecer, esencial.

Klaus Oldenhage presentó, a continuación, su experiencia profesional en el tratamiento de los archivos de la Alemania nazi y comunista, un país que ha sufrido dos regímenes represivos sucesivos de ideologías opuestas. En la medida en que estos regímenes tuvieron más similitudes que diferencias, la experiencia obtenida en el tratamiento de los archivos de la época nazi ha sido ampliamente beneficiosa para el de la época comunista. De hecho, después de la reunificación alemana, la primera experiencia permitió establecer un procedimiento similar, fundamentado en el principio de la neutralidad y de la igualdad de tratamiento. A través de esta experiencia única, consideraba que, para la protección y el justo equilibrio entre los derechos de las víctimas y los de los antiguos opresores, es capital que sea el archivero más que el político el que decida el destino de los documentos de cualquier régimen represivo. Aconsejó que los países que se enfrenten a este tipo de situación transfieran estos documentos a los servicios de archivos ya existentes más que a instituciones específicas creadas *ad hoc*.

³ Antonio González Quintana, "Les archives des services de sécurité des anciens régimes répressifs", *Janus*, 1999.1, y "Archives of The Security Services of Former Repressive Regimes", *Janus*, 1998.2.
⁴ Documento de las Naciones Unidas, E/CN.4/Sub.2/1997/20/Rev.1.

Surgió entonces una animada discusión sobre este punto. A la luz de la experiencia española, González Quintana consideraba que una institución especializada dispone de más recursos y es, por lo tanto, más eficaz. Por otra parte, además de la sospecha, a veces justificada, que puedan inspirar los archivos institucionales ya existentes, éstos no siempre tienen los recursos apropiados para atender las demandas generadas por este tipo de documentos. No obstante, una de las resoluciones finales de la conferencia fue que las autoridades públicas deberían urgir en la medida de lo posible a ingresar estos documentos dentro de los servicios de archivos públicos.

Las experiencias ucraniana expuesta por Hennadii Boriak ilustra muy bien las dificultades prácticas y legales que encuentran los archiveros en la gestión de los archivos de los servicios secretos y en su comunicación⁵. En cuanto a los documentos cuya autenticidad puede ser dudosa, se confrontaron los nuevos problemas éticos.

Los tribunales de justicia producen y reúnen, en función de su competencia, mucha documentación relacionada con la violación de los derechos humanos. Consciente del papel que los archivos pueden jugar en los procesos judiciales y en la persecución de los culpables, las instancias directivas del Tribunal Penal Internacional de Ruanda (International Criminal Tribunal for Rwanda, ICTR) otorgaron a Tom Adami los recursos necesarios para su gestión. Este subrayó los dilemas inherentes al tratamiento de la información legal y a las dificultades surgidas en el contexto de la globalización de la justicia criminal internacional. Se ha establecido un sistema innovador de gestión de documentos electrónicos, que permite archivar y acceder a distancia a muchos tipos de documentos, cualquiera que sea su origen, localización o soporte, lo que representa el desarrollo de una nueva área dentro de la práctica archivística.

En un mensaje a los delegados, Adama Dieng, Secretario del ICTR, centró su atención en la inversión hecha en su servicio de archivos y anunció sus proyectos, que permiten a los profesionales de los archivos y de la justicia de otros países africanos beneficiarse de ellos, en el marco de la formación continua. Los documentos del ICTR serán depositados al final de su mandato en la sede de la Naciones Unidas, pero los Archivos Nacionales de las naciones africanas afectadas recibirán una copia.

Las democracias bien establecidas deben también mantener su casa en orden, tal y como Gabrielle Nishiguchi mostró de forma emotiva al presentar algunos ejemplos de las violaciones de los derechos de las minorías – china, japonesa y ucraniana – en Canadá durante el siglo XX. Animó a los archiveros a ponerse del lado de la gente sin recursos olvidada por la Historia, particularmente en la selección de los documentos de conservación permanente.

El tema del acceso a los archivos surgió a lo largo de la discusión: en relación con los archivos de los antiguos regímenes coloniales, como Francia respecto a Argelia (Abdelkrim Badjadja) y los archivos de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación de Sudáfrica (Ethel Kriger). La presidenta de la asociación de archiveros sudafricanos sugirió que los documentos de la Comisión deberían obtener un *status* especial que permitiera el acceso sin reservas. Hizo un llamamiento a los Archivos Nacionales para llevar a cabo un estudio de los archivos de los servicios de seguridad conservados por esas organizaciones, y para revisar las normas aplicadas en materia de selección en el ámbito judicial. De forma general, invitó a los archiveros a promover en la sociedad una cultura de los derechos humanos, sin perder de vista que, como afirmó Mbaye Thiam, "nosotros no somos procuradores ni árbitros, somos archiveros".

⁵ Hennadii Boriak, que había intervenido en 2002 en la CITRA de Marsella, aceptó preparar una intervención para presentar en caso de desistimiento de un conferenciante. El buró de la CITRA ha decidido publicarla porque se inscribe perfectamente en el marco de la conferencia.

La segunda sesión estuvo consagrada a las fuentes documentales de las organizaciones internacionales intergubernamentales y no gubernamentales. Gloria Alberti y Patricia Tappatá de Valdez se refirieron al contexto de urgencia en el que se han establecido los archivos de las organizaciones de los derechos humanos de América Latina, con el objetivo de proporcionar evidencias sobre los abusos sufridos por las víctimas. Estos *archivos del dolor* comprenden una mezcla de documentos y objetos cuya fuerza reside en su autenticidad y carácter único. Ambas conferenciantes enfatizaron los peligros que amenazan a estas colecciones y la necesidad de introducir un tratamiento archivístico profesional de cara a su conservación.

En Chile, la acción conjunta del Archivo Nacional y de las organizaciones para la defensa de los derechos humanos ha permitido inscribir sus archivos en el programa de la UNESCO *Memoria del Mundo*. En Argentina, las ocho ONGs que constituyen *Memoria Abierta* han iniciado un programa de tratamiento de los documentos que han reunido y de las fuentes complementarias que han creado, con el registro de los testimonios orales de los participantes y testigos. Después de la CITRA de Ciudad del Cabo, a finales del año 2003, se ha creado una institución especial: el *Archivo Nacional de la Memoria*. Distinta del *Archivo General de la Nación*, esta institución pública tiene por objeto la salvaguarda, el tratamiento y la difusión de los archivos públicos que demuestran las violaciones de las libertades fundamentales.

Las organizaciones internacionales conservan también documentos que pueden apoyar la búsqueda de la verdad. A este respecto, Georges Willemin demostró hasta qué punto los archivos del Comité Internacional de la Cruz Roja pueden contribuir al proceso de reconstrucción de la identidad individual de las víctimas de un conflicto armado, y a la reconstrucción de la memoria colectiva.

Alan Divack habló sobre una organización internacional no gubernamental, la Fundación Ford. Sus actividades en el campo de los derechos humanos constituyen su principal área de intervención. Dos de sus proyectos han permitido a la asociación *Memorial* en Rusia y a las redes de ONGs de América Latina beneficiarse de un apoyo económico para la conservación de sus archivos, archivos cuya supervivencia es precaria, según enfatizó el conferenciante. La Fundación ayuda también al *National Security Archive*, una ONG americana que facilita el acceso a los documentos gubernamentales clasificados, utilizando sistemáticamente la ley sobre la libertad de la información.

Muchos temas fueron además debatidos. ¿Cómo se pueden reconciliar la búsqueda de la verdad y el respeto a la privacidad individual, el derecho a recordar con el derecho a olvidar?; ¿cómo se puede asegurar la conservación de los documentos sensibles cuando puede surgir el temor a que sean utilizados de nuevo? Estas son cuestiones profesionales y éticas de tal sensibilidad que no tienen respuesta, y algunos delegados expresaron el deseo de revisar este tema en el futuro. Para Patricia Valdez, el estado de los archivos de un país es el reflejo de su nivel de democracia. Se reconoció la necesidad de una campaña de concienciación entre las ONGs como forma de animarlas a cuidar de sus propios archivos.

La tercera sesión fue dedicada a la memoria de las sociedades tradicionales africanas. Permitted prolongar los trabajos de la preconferencia de Pretoria sobre historia oral⁶. Idrissa Yansambou presentó los proyectos destinados a asegurar la conservación de los antiguos manuscritos árabes y ajamis, actualmente conservados en condiciones deplorables. La memoria de las poblaciones nigerianas está formada igualmente por fuentes

⁶ Las resoluciones de la preconferencia celebrada en Pretoria del 13 al 17 de octubre de 2003, se encuentran disponibles en francés e inglés en el sitio web del CIA en www.ica.org/cot.

orales que son objeto de programas de recogida y digitalización. Henri Bredekamp recordó a los delegados que “la palabra es una poderosa arma política” y expuso el proyecto establecido para el registro de las experiencias del pueblo indígena Griqua, desplazado durante el régimen del apartheid. El Programa Nacional de Historia Oral de los Archivos Nacionales de Sudáfrica pretende llenar alguna de las lagunas causadas por las políticas tanto del antiguo régimen colonial como del régimen del apartheid. Graham Dominy, anfitrión de la conferencia, describió el proyecto conjunto entre Sudáfrica y Mali para asegurar la protección de los manuscritos medievales de Tombuctú.

Mbaye Thiam trató sobre el derecho a la información en el África subsahariana a partir del ejemplo de Senegal, donde el gobierno ha comenzado a tomar medidas para facilitar el derecho de acceso a los documentos públicos. Hizo una petición para que se estableciera una política real de acceso a la información que debería ir acompañada de la implantación de programas de gestión de documentos administrativos en las administraciones. Subrayó los beneficios que tales programas podrían comportar en términos de modernización y desarrollo. En un momento en el que se observa un fenómeno de apertura democrática en el África subsahariana, su deseo es que tales medidas se extiendan a toda el África francófona.

Los ministros responsables de los Archivos en los países de África austral y oriental, que se reunieron con motivo de la conferencia, adoptaron una “Declaración sobre los Archivos en África”. Esta declaración subraya la importancia del patrimonio documental africano y la necesidad de que África dedique los recursos necesarios para asegurar la conservación y tratamiento de los documentos escritos, orales y electrónicos. Recomienda que la Unión Africana establezca, dentro del marco del NEPAD⁷, un comité dedicado a promover la cooperación archivística en África y un programa de acción a favor de los archivos, “un servicio que es esencial para la democracia”, según las palabras del Ministro de las Artes y la Cultura de Sudáfrica.

En sus resoluciones finales, los delegados invitaron a los gobiernos africanos a modernizar sus administraciones mediante la introducción de programas de gestión de documentos, de acuerdo con las reglas de buen gobierno y de transparencia administrativa. Recuerdan la importancia fundamental de los archivos – principalmente en el periodo en el que los países están realizando su transición a la democracia – “como fundamento de los derechos de las víctimas a obtener reparación, como elemento constitutivo de la memoria colectiva, como instrumentos al servicio de la determinación de responsabilidades en la violación de los derechos, y al servicio de la reconciliación y de la promoción de una justicia universal”.

Los delegados resolvieron continuar los debates a través de una serie de proyectos destinados a sensibilizar a la opinión pública sobre la cuestión. En particular, se acordó facilitar el uso de los archivos y animar a las autoridades públicas a difundir la información sobre su existencia de una forma más generalizada. Las numerosas fuentes documentales conservadas en archivos tanto públicos como privados que se refieren a la historia del abuso de los derechos humanos serán censadas en una guía internacional elaborada bajo los auspicios del CIA. Se sugirió crear un premio denominado “Archivos y Derechos Humanos” y organizar una exposición itinerante o virtual sobre este tema.

Estas resoluciones han creado un verdadero programa de trabajo para el futuro. El buró de la CITRA ha animado a seguirlo y se ha formado un grupo de trabajo específico para asegurar la coordinación y la implementación de estos proyectos.

⁷ New Partnership for African Development.

El ciclo trienal empezado en Reykjavik en el año 2001 y continuado en Marsella en 2002 sobre el tema *Archivos y Sociedad*, se ha cerrado en Ciudad del Cabo, y se ha hecho manifiesta la importancia vital de los archivos para los ciudadanos y la sociedad. La CITRA celebrada en Ciudad del Cabo no representa un resultado, es simplemente un punto de partida, puesto que quedan todavía numerosas cuestiones por resolver. Ha suscitado expectativas, que esperamos no se vean decepcionadas, y una evidente dinámica.

El Cabo de Buena Esperanza se merece el nombre que lleva. Guardemos el espíritu de Ciudad del Cabo.

Perrine Canavaggio
Secretaria de la CITRA

Предисловие

“Мы испытываем стыд за эту часть нашей истории, но, тем не менее, это наша история. И она здесь, хранится в наших национальных архивах... Архивы являются решающим звеном, позволяющим нам вернуть наши долги... Они служат мощным форпостом против нарушений прав человека. Мы должны помнить наше прошлое, чтобы не допустить его повторения”.

Этим предупреждением лауреат Нобелевской премии мира 1984 года, председатель Комиссии Правды и Примирения Южной Африки господин Десмон Туту закончил свое вступительное слово при открытии 37 Международной конференции круглого стола архивов (СИТРА), которая проходила с 21 по 25 октября 2003 г. в Кейптауне. Министр культуры и искусств Южной Африки доктор Бен Нгумане сообщил на открытии конференции о том, что в Национальный архив переданы документы Комиссии Правды и Примирения.

Пятьдесят лет спустя после появления идеи круглого стола, объединяющего архивистов разных стран¹, заседание СИТРА во второй раз было организовано в Африке². Вся “многоцветная нация” казалась готовой встретить конференцию по теме “Архивы и права человека”, так как ее приход к демократии может служить примером такого процесса, в частности, был готов город Кейптаун, потому что именно там работала Комиссия Правды и Примирения.

Все способствовало тому, чтобы конференция стала значительным событием в архивном мире, незабываемом для ее участников: страстные проповеди архиепископа Десмона Туту и первая в истории СИТРА овация слушателей, которые стоя приветствовали его, участие в церемонии открытия бывшего президента Ботсваны сэра Кетумила Мазира и десяти министров стран южной и восточной Африки, которые управляют архивным делом, послание Мэри Робинсон, заинтересованность и стремление к общению участников конференции, теплый прием южноафриканцев, песни колдунов и красота Кейптауна.

Директора Национальных архивов и руководители профессиональных ассоциаций из 70 стран (168 участников) обсуждали важную роль архивов в защите прав человека. Архивисты прямо связаны с этим вопросом в той степени, насколько в архивных документах содержатся доказательства меры ответственности, как первый этап восстановления личных прав и примирения общества.

Первые два заседания были посвящены обсуждению типологии источников, которые позволяют документально подтвердить нарушения прав человека – документов с одной стороны государственных и межгосударственных учреждений, с другой стороны документов международных и неправительственных организаций. Обсуждалось, также, их различное использование – политическое, юридическое, историческое и мемориальное. На

¹ В предисловии к материалам первых трех заседаний СИТРА Шарль Бребан рассказал, при каких обстоятельствах в 1953 г. родилась идея СИТРА. Первое заседание было проведено в Париже в 1954 г. Шарль Бребан и Робер-Анри Ботье, Полезный для истории Круглый Стол, Париж, 1958.

² В 1976 г. заседание СИТРА собралось в Найроби в Кении.

третьем заседании затрагивались вопросы сохранения памяти традиционных африканских сообществ.

Сын одного из трех основателей СИТРА Ги Бребан высказал точку зрения юриста на необходимость сближения двух прямо не связанных понятий – понятия архивов и понятия прав человека. Идет ли речь об основных гражданских и политических правах или о праве на получение большей информации, архивы играют основополагающую роль в современном обществе и являются ценным инструментом в правовом обществе.

Известен “эффект бумеранга” архивов террористических режимов: мы понимаем под этим документацию тоталитарных режимов, которая раньше служила подчинению, а теперь служит демократии. Архивы полицейских ведомств и служб сбора информации, архивы вооруженных сил, концентрационных лагерей, все документы, служившие подчинению, теперь будут служить доказательством того, что жертвы режима были объектами жестокого обращения и ограбления, и позволят им добиться справедливости и компенсаций.

Антонио Гонзалес Квинтана лучше всех смог подвести итог за те десять лет, которые прошли после заседания СИТРА в Мексике в 1993 г., где было рекомендовано посвятить специальное исследование архивам служб безопасности бывших репрессивных режимов. Автор вспомнил, как в 1995 г. МСА под руководством ЮНЕСКО были начаты эти исследования³. С созданием Международного уголовного суда развитие юстиции в мире придало вопросу межгосударственный масштаб, который вышел за рамки отдельных стран. Ряд планов был претворен в жизнь, так Луи Жуане, специальный докладчик ООН по вопросу борьбы против безнаказанности, еще в 1997 г. предложил Комиссии по правам человека совокупность Принципов для защиты и развития прав человека путем борьбы с безнаказанностью⁴. Эти принципы были основаны на коллективных правах, таких как право на знание и то, что из него следует: неотчуждаемое право на правду и обязанность сохранять правду, которая падает на государство с тем, чтобы отражать все попытки необоснованного пересмотра прошлого. Меры, предложенные в отчете Жуане, включали необходимость сохранения и доступности архивов, которые позволяют установить нарушения прав человека. Эти принципы еще не были рассмотрены Генеральной Ассамблеей ООН, но международное право уже многократно на них ссылалось.

Антонио Гонзалес Квинтана показал, насколько важно установить местонахождение этих архивов и сохранить их, также как и альтернативные источники, которые могут восполнить их отсутствие. Важным с его точки зрения является признание в этой области роли архивистов-профессионалов.

Затем Клаус Ольденхаге представил свою профессиональную деятельность по работе с нацистскими и коммунистическими архивами Германии, где последовательно сменились два репрессивных режима, провозгласивших противоположную идеологию. В той степени, в какой эти режимы имели больше общих, чем отличительных черт, опыт работы с архивами первого режима широко применяется во втором случае. Этот опыт позволил в объединенной Германии реализовать меры, основанные на принципе непартийности и равного доступа к архивам. Используя этот уникальный опыт, автор считает наиболее важным для

³ Антонио Гонзалес Квинтана “Архивы служб безопасности бывших репрессивных режимов”, Janus, 1999, N1 (на франц. яз) и он же, “Архивы служб безопасности бывших репрессивных режимов”, Janus, 1998, N2 (на англ. яз).
⁴ E/CN.4/Sub.2/1997/20/Rev.1

соблюдения принципа равной защиты и справедливости между правами жертв и правами бывших сотрудников режимов, чтобы именно архивисты, а не политические деятели решали судьбу архивов репрессивных режимов. Он советует странам, оказавшимся в сходном положении, доверить свои архивы уже существующим архивным учреждениям, а не специально созданным структурам.

По этому вопросу произошла горячая дискуссия, так как Антонио Гонзалес Квинтана в свете испанского опыта высказал убеждение, что специальные учреждения располагают большими возможностями, а значит и более эффективны. Кроме подозрений, которые часто справедливо могут вызывать архивные учреждения, они не всегда оснащены силами и средствами, необходимыми для удовлетворения возросших требований, вызванных характером документов. Тем не менее, одна из окончательных резолюций конференции рекомендует официальным властям насколько это возможно передавать такие фонды в публичные архивные учреждения.

На основе опыта Украины Геннадий Боряк проиллюстрировал законодательные и практические трудности, с которыми сталкиваются архивисты при работе с архивами секретных служб⁵. При работе с документами, чья аутентичность может быть подвергнута сомнению, архивисты столкнулись с новыми этическими проблемами.

В силу исполняемых ими задач трибуналы создают документы, которые касаются нарушений прав человека. Для осуществления функций архивов, участвующих в исполнении и юридических процедур и преследовании виновных, высшие руководители Международного уголовного трибунала в Руанде (МУТР) делегировали Тому Адаму право управления архивами. Он рассказал о способах и трудностях работы с юридической информацией в условиях глобализации международного уголовного права. Была внедрена новая система информационного управления архивами, которая позволяет рассекречивать документы и предоставлять удаленный доступ к разнородной документации, отличной по своим источникам, месторасположению и носителям. Это по настоящему новое поле для деятельности архивистов, которое постоянно развивается.

Секретарь МУТР Адама Диег в своем послании напомнила о сделанных в архивную службу инвестициях и рассказала о тех проектах, которыми могут воспользоваться архивисты и сотрудники учреждений юстиции других африканских стран для продолжения образования. По истечении срока своего существования документы МУТР будут переданы в ООН, но архивные учреждения заинтересованных африканских стран получают их копии.

В странах с устоявшимися демократическими традициями тоже следует провести большую работу. Габриель Нишигучи ярко доказала это на многочисленных примерах нарушений прав членов китайского, японского и украинского меньшинств, взятых из истории Канады XX века. Она призвала архивистов принять сторону слабых и забытых историей людей, в частности, при отборе документов на постоянное хранение.

⁵ Геннадий Боряк выступил на заседании СИТРА в Марселе в 2002 г. и он согласился приготовить сообщение без оглашения его на заседании конференции. Редколлегия СИТРА приняла решение опубликовать его, так как оно полностью вписывается в тематику конференции.

Во время дискуссии был поднят вопрос о доступе к архивам: архивам бывших колониальных режимов, на примере Франции и Алжира (Абделькрим Баджалда), архивам Комиссии Правды и Примирения Южной Африки (Этель Кригер). Президент ассоциации южно-африканских архивистов потребовала придать этим комиссиям специальный статус без ограничения во внешних связях. Она призвала Национальные архивы проверить архивы служб безопасности, которые находятся в соответствующих структурах, и вернуться к их селекции для использования в юридической практике. В целом, она призвала архивистов поддерживать и развивать приоритет прав человека в обществе, не упуская из виду, как сказала Мбайе Тиам, что «мы не обвинители и не судьи, мы архивисты».

Второе заседание было посвящено рассмотрению документации международных межправительственных и неправительственных организаций. Глория Альберти и Патрисия Таппата Вальдес напомнили о том, с какой поспешностью в странах Латинской Америки создавались архивы правозащитных организаций, призванных доказать страдания, причиненные жертвам режимов. Эти *Архивы страданий* включают разнородный комплекс документов и предметов, подлинность и уникальная природа которых составляют их силу. Обе выступившие участницы конференции настаивали, что этим коллекциям угрожает опасность и чтобы сохранить их надо передать под профессиональное архивное управление.

В Чили совместные действия Национального архива и организаций по защите прав человека позволили включить эту документацию в программу ЮНЕСКО *Память Мира*. В Аргентине восемь неправительственных организаций, составляющих *Memoria Abierta*, реализовали программу управления собранных ими документов и дополнительно созданных источников с устными воспоминаниями участников и свидетелей событий. В конце 2003 г. уже после окончания конференции СИТРА в Кейптауне была создана специальная организация *Национальный архив памяти*. В отличие от Главного Национального архива, эта общественная организация имеет целью сохранение, управление и распространение архивных документов, которые доказывают нарушение фундаментальных свобод.

Международные организации также располагают документами, которые могут облегчить поиски правды. Джордж Виллемин показал, в каких пределах архивы Международного Комитета Красного Креста могут способствовать процессу восстановления личных прав жертв военных конфликтов и сохранения коллективной памяти.

На примере Фонда Форда Алан Дивак показал работу международной неправительственной организации, главная задача которой заключается в защите прав человека. Две программы позволили Обществу *Мемориал* в России и сети неправительственных организаций в Латинской Америке получить поддержку для защиты своих архивов, о прочности которых было ранее заявлено. Фонд Форда также помогает североамериканской неправительственной организации *National Security Archive* сделать доступными государственные секретные документы путем систематического использования закона о свободе информации.

Было обсуждено большое количество вопросов. Как примирить поиски правды и право на защиту частной жизни? Как совместить обязанность помнить и право забыть? Как обеспечить защиту остро востребованных документов на чувствительные для общества темы, нового использования которых можно опасаться в любой момент? Как защитить архивистов, которые выполняют свою работу в сложных и подчас опасных условиях? На столь деликатные этические и

профессиональные вопросы не могло быть дано ответов, многие участники высказали пожелание вернуться к ним в будущем. Для Патрисии Вальдес состояние архивов в стране является отражением степени ее демократизации. Была признана необходимость дальнейшей работы с неправительственными организациями в плане побуждения их принять на себя заботу о своих архивах.

На третьем заседании говорилось о памяти традиционных африканских обществ. Было продолжено обсуждение вопросов устной истории, начатое на предварительном заседании конференции в Претории⁶. Идрисса Янсambu представила проекты по сохранению старинных арабских и аджамийских рукописей, которые в настоящее время хранятся в плачевных условиях. Память нигерийских народов равным образом заключена в устных источниках, которые стали объектом работ по программе их сбора и оцифровки. Генри Бредекамп заявил, что «слово является мощным политическим инструментом», и сообщил о проекте записи опыта народа Гриква, который был выселен режимом апартеида с занимаемой территории. Программа устной национальной истории Национальных архивов Южной Африки направлена на заполнение нескольких пропусков, которые стали результатом внутренней политики колониального режима и режима апартеида. Гость конференции Грэхем Домини рассказал о совместном проекте Южной Африки и Мали с целью обеспечить защиту средневековых рукописей Томбукту.

Мбайе Тиам говорила о праве на информацию в странах присахарской Африки, она начала с примера Сенегала, где правительство начало предпринимать меры для облегчения доступа к архивным документам. Она высказалась в пользу реализации целой системы мер по доступу к информации, которая должна быть подкреплена мерами по управлению административной документацией в учреждениях. Автор подчеркнула, какие выгоды из этого может получить государственное управление в плане обновления и развития. Во время, когда в странах присахарской Африки происходит переход к демократии, желательно применить эти меры и во франкоговорящих странах Африки.

Собравшиеся в рамках конференции министры, ответственные за развитие архивов в странах южной и восточной Африки, приняли «Декларацию об африканских архивах». В Декларации подчеркивается важность африканского документального наследия и необходимость для Африки создания условий для обеспечения сохранности и управления письменными и электронными документами. В рамках «Нового соглашения о развитии Африки» Африканскому Союзу рекомендовано создать Комитет для поддержки архивного сотрудничества в Африке и реализовать программу действий в пользу архивов, «необходимой для демократии службы», как сказал южноафриканский министр искусства и культуры.

В заключительных резолюциях участники конференции призвали африканские правительства проводить обновление государственного аппарата для реализации программы управления государственной документацией при соблюдении правил должного управления и гласности. Они отметили основополагающую важность архивов, особенно в странах, переходящих к демократическому правлению, «как основы прав жертв на получение компенсаций, как основополагающего элемента коллективной памяти, как инструмента выявления ответственных за нарушения прав человека и способа примирения и установления всеобщей справедливости».

⁶ Предварительные заседания конференции проходили в Претории с 13 по 17 октября 2003 г. Решения опубликованы на английском и французском языках на веб-сайте MCA: www.ica.org/cot

Было решено продолжить дискуссии путем реализации ряда проектов, призванных привлечь общественное внимание к обсуждаемым вопросам. В частности, состоялось решение облегчить использование архивов, усилив к ним интерес, путем обращения к властям шире распространять информацию об их существовании. Многочисленные источники из государственных или частных архивов, в которых имеются сведения о покушениях на права человека, будут собраны в международном справочнике под эгидой Международного Совета Архивов. Участники согласились в том, что следует добиваться создания премии "Архивы и Права человека" и организации передвижной или виртуальной выставки по этой теме.

Принятые решения представляют собой программу работы на ближайшие годы. Бюро СИТРА будет способствовать ее реализации, также была создана специальная рабочая группа для обеспечения координации действий и воплощения этих проектов в жизнь.

Трехгодичный цикл, который был начат в 2001 г. в Рейкьявике и продолжен в 2002 г. в Марселе, окончился в Кейптауне. В результате ярко проявилась жизненная важность архивов для граждан и общества. Конференция в Кейптауне, это не завершение процесса, это – его начало, так как много вопросов еще надо решить в будущем. Она породила ожидания, которые, надеемся, не будут обмануты, и поразительную динамику в развитии.

Мыс Доброй Надежды оправдывает свое название. Будем же хранить дух Кейптауна. Будем же хранить место наших надежд.

Перрин Канаваджо
Секретарь СИТРА

序言

“对我国的那段历史我们感到羞耻，但这毕竟是我们的历史。这段历史记录就保存在我国的国家档案馆里……这些档案关系到我们应负的责任……它们是防止侵犯人权行为的保障。前事不忘，后事之师。”

南非真相与调解委员会前任主席图图大主教以上面这段警言结束了他在第37届国际档案圆桌会议开幕式上的演讲。此前，南非艺术和文化部长本·尼格门博士就已宣布，该委员会的档案将移交到国家档案馆。

在举行各国国家档案馆馆长圆桌会议这个设想诞生后的50年，国际档案圆桌会议第2次在非洲召开。¹由“彩虹之国”主办一届以“档案与人权”为主题的圆桌会议，应该是一个顺理成章的选择，因为这个国家提供了一个实现民主过渡的成功范例；而开普敦更是最佳的会址，因为它一直是南非真相与和解委员会总部的所在地。

图图大主教感人肺腑的讲话，赢得全场听众的起立欢呼，这样的场面在圆桌会议历史上还是第一次出现。此外，博茨瓦纳前总统K. 马西雷阁下以及10位南部和东部非洲负责档案工作的部长出席了大会开幕式，（联合国人权委员会高级专员）玛丽·罗宾逊夫人向大会发来了贺信；更令人感动的还有南非人民热情洋溢的欢迎，女子演唱组合绚丽多姿的歌声，以及开普敦美不胜收的景色，所有这一切都使得这届圆桌会议成为一次重大的档案盛事和令人难忘的时刻。

来自70个国家的168名国家档案馆馆长和专业协会主席探讨了档案在保护人权方面的基本作用。档案工作者直接参与到人权事务当中，因为，档案文件提供了鉴别和确认当事人的证据，而这正是重建个人身份和实现社会和解过程的第一个阶段。

大会的前两次工作会议以各类能够记录人权侵犯状况的机构对重点，考察了国家和政府间组织以及国际和非政府组织产生和保存的人权档案；分析了这些档案的各种用途，包括出于政治、法律、历史以及记忆目的利用。第3次会议讨论了传统非洲社会记忆的保护问题。

国际档案圆桌会议3位创始人之一的儿子布莱班特首先发言，他从法律的角度指出需要在档案和人权这两个看似不相关的概念之间实现和解。无论涉及的是公民权还是最近强调的信息利用权，档案在当代社会中起着至关重要的作用，它们对任何一个民主国家都是极有价值的工具。

¹ 在前3届国际档案圆桌会议报告集的序言中，查尔斯·布兰班特回顾了1953年酝酿召集国际档案圆桌会议的情形。首届圆桌会议1954年在巴黎召开。

² 1976年国际档案圆桌会议在肯尼亚内罗毕召开。

“档案恐怖”的“反效应”众所周知，有许多专制时期形成的档案已经从为压迫性政权服务转而为民服务。在迫害和镇压过程中形成的警察和情报部门、军队以及拘留营的档案文件，恰恰能够用来为那些遭受迫害和私刑的人作证，帮助他们求得正义，洗刷冤情。

昆塔纳在关于前压迫性（专制）政权安全部门的档案的发言中，讲述了自1993年圆桌会议在墨西哥召开以来这10年间的情形，可以说他是阐述这个问题的最佳人选。昆塔纳回顾了1995年由他领导实施的一项研究的背景，这个研究是为联合国教科文组织和国际档案理事会而做的。³从那时起，以建立国际法庭为形式的司法全球化为这个问题提供了世界性的空间，使法律制裁超越了事件发生国的边界。目前已取得了一些进展，联合国反免罪行动的独立专家乔伊奈特向人权委员会建议，制订一套《通过反免罪行动保护和推动人权的原则》。⁴这些原则以集体权利为基础，这些权利包括知情权和由此衍生的权利，如不可剥夺的了解真相的权利，以及国家为避免任何修改历史的企图而应担负的记忆责任。必须保护档案并提供档案利用，这样才能够对各种侵权事实做出认定，这也是乔伊奈特报告建议的措施之一。这些原则还未提交联合国全体大会通过，但是国际司法系统已经对有关的档案有过数次利用。

昆塔纳证明了确认和保护人权档案以及任何其它能够弥补档案缺失的替代性资料是多么的重要。根据他的观点，应该重视档案专业人员在这方面的积极作用。

奥登哈克介绍了联邦德国在管理纳粹时期和前东德共产党政权的档案方面所积累的专业经验和建立的一些原则和方法。凭借这些独特的经验，他能够自信地指出，为了保护受害者的权利并且公平地权衡受害者的权利与压迫者的权利，由档案工作者而非政客来决定任何一个政权的档案的命运，这一点非常关键。他建议面临类似情况的国家应把这类档案文件移交到现有的档案机构而不是专为此目的而设立的特别机构。

关于这个问题还有一些热烈的讨论。从西班牙的经验来看，昆塔纳认为，一个专门化的保存机构可以获得更多的资源，因而也能够更有效率地工作。除了利用现有的机构可能会令人产生怀疑（这种怀疑有时是很有道理的）这一点外，这些机构往往也不能够始终拥有适当的资源来满足这类文件提出的要求。不过，大会提出的最终解决方案之一，就是应该敦促政府当局尽可能把这些档案文件交由公共档案部门保管。

博里阿克介绍的乌克兰经验表明，档案工作者在管理和提供利用秘密组织的档案中面临诸多实践和法律难题。⁵他们在处理那些真实性值得怀疑的资料时，遇到了新的职业道德问题。

³ 昆塔纳，“前压迫性政权安全部门的档案”，《护门神》1998.2.，1999.1.

⁴ E/CN.4/sub.2/1997/20/Rev.1

⁵ 博里阿克参加了2002年的马赛国际档案圆桌会议，并答应为开普敦圆桌会议准备一篇文章，一旦有会议代表不能到会，他做替代发言。圆桌会议执行局决定发表他的这篇文章，因为它与会议的主题非常切合。

法院产生和收集了大量与侵犯人权问题有关的文件，这是其职责之一。国际卢旺达刑事法庭意识到档案在司法审判过程中和在惩处犯罪者中能够发挥的作用，为阿达米负责的文件和档案处提供了文件管理所需的资金。阿达米在会议报告中概括了法律信息管理固有的两难困境和国际刑事审判全球化背景之下遇到的种种困难。（法庭的档案处）创建了一个电子文件管理系统，可提供多种类型文件的远程归档和查询利用，无论这些文件的来源、保存地点或载体如何。这个系统代表了档案实践领域的一个新的发展。

在致会议代表的贺信中，国际卢旺达刑事法庭注册官迪昂格使人们注意到了该法庭对档案工作的投入，他还宣布法庭的文件和档案项目旨在通过继续教育的方式使其他非洲国家的档案和法律专业人员也能从中受益。在国际卢旺达刑事法庭结束其使命之后，它的文件将寄存在联合国总部，但是，非洲有关国家的国家档案馆将会收到这些文件的复制件。

即使是完善的民主国家也必须处理好本国的事务，正如西口女士在她那充满情感的报告中强调的那样。报告列举了20世纪发生在加拿大的一些侵犯华裔、日裔、乌克兰裔等少数族裔权利的事例。她鼓励档案工作者要站到那些被历史遗忘和轻视的人群一边，特别是在他们从事永久保存文件的挑选工作的时候。

关于前殖民政府档案（比如法国在阿尔及利亚的殖民档案，巴德加德加）和南非真相与和解委员会档案（克里格）问题的讨论，提出了档案的利用问题。南非档案工作者协会主席建议给予真相与和解委员会的档案以特殊的地位，允许对它们进行不受限制的利用。她呼吁国家档案馆对那些组织内保存的安全部门的档案进行一次调查，并且要检查涉及到司法职能的资料的挑选标准。

第2次会议的焦点是国际组织和政府间组织的档案资料。阿尔博蒂和得瓦尔戴回顾了拉丁美洲人权组织为了提供受害者受虐待的证据而建立了档案紧急措施的背景。这些“痛苦档案”包括各类文件和实物，它们的力量在于它们的真实性和独一无二的特点。两位报告人均强调了威胁这些档案文件的危险和采用专业的档案管理方法保护这些文件的必要性。

智利国家档案馆和人权组织一项联合行动的成果就是使档案馆的人权档案成为联合国教科文组织“世界记忆”工程的组成部分。在阿根廷，8个非政府组织建立了“阿根廷记忆”并已开始实施一项计划，对他们收集的文件和形成的辅助资料加以管理，同时对当事人和目击者的口述证词进行录音。（在开普敦圆桌会议之后的2003年底，阿根廷从国家档案总馆分离出了一个专门机构，即国家记忆档案馆，这个公共机构的目的是安全保护、管理和开发利用那些能够证明公民的基本权利遭到践踏的公共档案。）

国际组织也保存有能够为寻找真相提供支持的文件。关于这个问题，威利敏的报告显示了国际红十字会档案在重建武装冲突受害者的身份以及重建集体记忆过程中所能够作出的最大贡献。

迪瓦克介绍了一个国际性的非政府组织——福特基金会的情况。人权活动构成基金会的主要工作领域。它与俄罗斯纪念协会的合作项目和与拉丁美洲的人权非政府组织的合作项目，为保护这些组织的档案提供了支持。但迪瓦克强调，这些幸存的档案是不可靠的。该基金会也帮助国家安全档案这个美国的非政府组织的活动，该组织借助系统地运用信息自由法来提供利用机密政府文件。

会议讨论了许多问题，如怎样在对事实的寻求和对个人隐私的尊重之间实现调解？怎样对待记忆的权利与忘却的权利？如何确保敏感文件的保护以消除因再次利用这些文件而引起的恐惧？这些专业和职业道德问题非常敏感，一时还找不出答案，一些代表希望今后再重新探讨这个问题。与会者认识到有必要在非政府组织中开展加强档案意识的活动，用这个方式来促进这些组织对自身档案的管理。

第3次会议以传统非洲社会的记忆为议题，为进一步研究这届圆桌会议前在比勒陀利亚召开的口述档案会议上提出的问题创造了机会。扬萨姆布介绍了旨在确保古代阿拉伯和阿杰米档案的保护项目，这些档案的状况非常糟糕。收集和数字化项目的对象是口述资料，它们构成了尼日尔人民的记忆。布雷德坎普提请与会代表牢记“话语是有力的政治武器”，他讲述了记录Griqua土著民族在种族隔离时期被迫迁徙的经历这个项目的情况。南非国家档案馆口述史项目旨在弥补因前殖民和种族隔离政府推行的政策而导致的档案空白。会议东道主多米尼介绍了南非和马里共同开展的保护通布图中世纪手稿档案的联合项目。

蒂艾姆以塞内加尔为例探讨了次撒哈拉非洲的信息权利。政府部门已开始采取措施促进官方文件的利用权利。他呼吁制订一个切合实际的信息利用政策，同时还应该在各个部门建立文件管理工作。他强调这类计划对于现代化和发展而言所能带来的益处。如今民主已出现在次撒哈拉非洲大陆，他雄心勃勃地认为这些措施能够推广到所有讲法语的非洲国家。

出席会议的南部和东部非洲国家负责档案事务的政府部长通过了一个“非洲档案宣言”，宣言强调了非洲文献遗产的重要性，认为非洲必须为确保书面、口头和电子文件的保护和管理投入必要的资源。宣言建议非洲联盟在非洲发展新的伙伴关系框架内成立一个指导委员会，通过档案宣传活动计划促进档案的合作，用南非艺术和文化部长的话说就是“这个工作对民主而言不可缺少”。

在会议的最终决议中，代表们请求非洲各国政府借助建立符合善治和行政透明度规定的文件管理工作，实现政府的现代化。他们指出了档案的深远意义和作用，特别是当有关国家处于向民主过渡的时期，因为“档案为受害者要求赔偿提供了证据，它们是集体记忆的组成要素，是确定侵权责任的工具，是实现和解与公正的基础”。

⁵ 2003年10月13日~17日在比勒陀利亚召开的会议上形成的决议的英文和发文本已刊登在国际档案理事会的网站上：www.ica.org/cot
⁷ New Partnership for African Development.

决议决定通过一系列旨在提高公众档案问题意识的项目继续进行这方面的讨论。特别指出要促进档案的利用，鼓励公共当局更广泛地传播有关本机构的信息。国际档案理事会将编辑出版一部国际指南，把公共和私人档案馆保存的有关侵权史的大量资料信息汇集到一起。决议还建议设立一个“档案与人权”奖，并举办一个相同主题的巡回展或虚拟展。

这些决议为未来制订了一个切实的工作计划。圆桌会议执行局鼓励会员们执行有关的决议，并成立了一个专门工作组负责这些项目计划的协调和实施。

连续3年以“档案与社会”为主题的圆桌会议，2001年始于雷克亚未克，2002年在马赛继续，最后结束于开普敦。档案对于公民和社会的重要性得到了非常明确的表述。不过，开普敦圆桌会议并不是终点而是起点，因为仍有无数的问题有待解决。会议激发了人们的期望（希望不会被失望取代），唤起了真实的目的感。

好望角地如其名，它的精神，我们应该发扬光大。

国际档案圆桌会议秘书
卡纳瓦乔